

APPEL AUX EUROPEENS

La France et l'Europe ne sont pas encore sur la voie de la reprise. Il n'y a pas de plan, ni en France ni en Europe pour éliminer le chômage. Il n'y a pas de plan, qui ne pourrait être qu'européen, pour combler le retard vis à vis des Etats-Unis et du Japon. Ce sont là des faits connus. Tout le monde admet que la reprise est impossible dans le cadre national. Tout le monde admet que le degré actuel d'unité de l'Europe est insuffisant pour passer de l'union douanière et agricole à l'union économique et monétaire, c'est-à-dire pour répondre au défi du dollar, pour gérer la reconversion industrielle, pour mener une politique vigoureuse de l'emploi et pour garantir tout cela par une présence effective de l'Europe dans le monde. Il faut donc reconnaître que ces objectifs ne peuvent être atteints sans l'Union européenne, c'est-à-dire sans un véritable gouvernement de la Communauté, une monnaie commune et un budget approprié.

Grâce au projet du Parlement européen et à la prise de position du Président de la République française, l'Union est devenue un objectif pour lequel il est maintenant possible de se battre. Son sort est maintenant entre les mains d'un Comité composé des représentants personnels des chefs d'Etat et de gouvernement, qui a pour tâche de faire des suggestions. Cela signifie que les opérations qui préparent les décisions gouvernementales sont déjà en marche. En substance, le processus susceptible d'établir les modalités et le moment de la ratification du projet du Parlement européen, d'en réduire la portée ou de le réaliser est déjà enclenché.

Les enjeux sont d'importance. Mais du jour où le projet est passé des mains du Parlement à celles du Comité le silence s'est établi. La presse se tait, les forces politiques ne s'en occupent pas, l'opinion

publique n'est pas en mesure d'exercer sa vigilance démocratique. On voit donc se profiler une situation absurde : c'est l'Europe qui est en jeu et il y a une majorité favorable à l'Union dans l'ensemble de la Communauté mais elle ne peut s'exprimer car elle ignore que se joue précisément une bataille décisive.

Il existe pourtant un moyen de faire prendre conscience aux citoyens que leur avenir est en jeu, le leur et celui de leurs enfants, et pour leur permettre ainsi d'exercer une pression sur les gouvernements afin de défaire les forces du conservatisme national les plus rétrogrades qui cherchent déjà l'abandon du projet d'Union européenne ou à le vider de tout contenu novateur. Ce moyen c'est celui dont s'est toujours servi la démocratie dans des cas similaires : une mobilisation de masse pour amener tous les citoyens sur le terrain de la décision. Cette mobilisation de masse qui doit être promue avec le slogan " Un million de citoyens dans la rue pour l'Union européenne ", est certainement possible si toutes les forces spirituelles, politiques, économiques et sociales qui se sont toujours déclarées en faveur de l'unité européenne y adhèrent.

Au printemps se tiendra en Italie la réunion du Conseil européen. Tous les organes d'information en rendront compte. Les fédéralistes s'engagent à organiser à cette occasion une manifestation de masse, comme ils l'ont déjà fait à l'occasion des grands tournants de la politique européenne. Ils invitent toutes les forces qui se sont déclarées en faveur de l'Europe et dont le destin est lié à son unité à un même effort de mobilisation. S'il est réalisé, le défi d'un million de manifestants sera atteint et l'Europe recevra une impulsion salutaire.

L'UNION EUROPEENNE MAINTENANT

UN MILLION DANS LA RUE POUR L'UNION EUROPEENNE

L'Union européenne maintenant

Les gouvernements nationaux ont-ils :

- diminué le chômage ?
- assuré la capacité de concurrence à l'industrie européenne ?
- créé l'Union monétaire ?
- aboli les contrôles aux frontières pour réaliser un véritable marché intérieur européen ?
- réalise une politique commune régionale, sociale, de l'énergie, des transports, de l'environnement ?
- mis en place les institutions leur permettant de parler d'une seule voix afin d'adopter une politique européenne extérieure, une politique européenne du développement, une politique européenne de défense ?
- toujours agi dans l'intérêt des citoyens de l'Europe ?

Le 29 Juin vous serez à Milan pour

- donner une voix au peuple européen
- appuyer les gouvernements favorables à l'union européenne
- soutenir avec décision l'action du Parlement européen en défendant le Traité d'Union européenne
- établir un rapport nouveau entre peuple et Parlement.

Que pouvez-vous faire personnellement

- décider de participer vous-même
- organiser une délégation d'amis de votre commune, de membres de votre syndicat ou organisation professionnelle, des associations auxquelles vous appartenez, etc ...
- organiser la rencontre à Milan de délégation de votre ou vos communes jumelles.

MILAN 29 JUIN 1985

Je serai présent

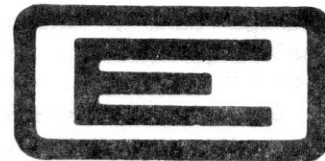
- ☐ seul
- ☐ accompagné d'une délégation de personnes
- selon la formule suivante
- ☐ déplacement par vos propres moyens
- ☐ désire bénéficier d'un voyage de groupe.

Nom et prénom

Adresse

Prière de retourner ce bulletin à :

Presse Fédéraliste
26 rue Sala - 69002 LYON



Directeur de la Publication : J.L. PREVEL
Imprimerie spéciale
Commission Paritaire 56256

FÉDÉCHOSES - POUR LE FÉDÉRALISME
26, Rue Sala - 69 002 LYON

DISPENSÉ
DE TIMBRAGE

LYON - PERRACHE
ROUTAGE 206